

Contribution d'EON à la consultation publique de la CRE sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des ELD
--

Le 1^{er} mars 2013

EON tient à remercier la CRE d'inviter les parties prenantes à prendre part à la concertation pour définir les nouveaux tarifs d'utilisation du réseau de distribution pour les ELD.

EON souhaite tout d'abord formuler plusieurs remarques en liminaire de la réponse portant notamment sur la transparence comptable dont l'ATRD 4 devrait faire l'objet.

EON estime que la comptabilité analytique des ELD justifiant les évolutions tarifaires demandées ne fait pas l'objet d'une transparence élargie comme c'est le cas dans d'autres secteurs d'activité comparables. Il est en effet difficile d'apprécier les niveaux d'augmentation demandés par les ELD au regard des seuls trois arguments fournis pour les justifier: les dépenses liées au plan anti-endommagement des réseaux, les évolutions réglementaires et les dépenses supplémentaires liées au gaz. Aucun chiffrage précis de ces pôles ne permet de les évaluer.

Par exemple, la hausse des charges nettes d'exploitation entre 2012 et 2013 n'est absolument pas en cohérence avec la progression de la concurrence sur le marché du gaz et la conjoncture économique dans laquelle évoluent les utilisateurs du réseau. Le niveau des charges d'exploitation retenu par la CRE en 2013 est très largement supérieur à ce que les expéditeurs et consommateurs peuvent accepter et supporter (revalorisation d'au minimum 6.5% des charges d'exploitation entre 2012 et 2013 pour Gédia et de 19% pour Caléo). Dans un contexte de récession économique, il convient de mettre en relief les demandes des ELD et une inflation inférieure à 2% en moyenne pour le premier trimestre 2013. Ainsi, une demande de hausse tarifaire par des entreprises dont l'activité est régulée doit plus que jamais refléter les coûts supportés par un opérateur efficace.

Par ailleurs, EON s'interroge sur l'évolution du pôle de dépense « promotion de l'usage du gaz ». La promotion de l'usage du gaz est une activité qui relève plutôt du fournisseur que du gestionnaire de réseau. EON estime donc que ce pôle de dépense ne devrait pas être couvert par le tarif d'acheminement du gaz. De plus, EON souhaiterait disposer des éléments précis (coût supplémentaire envisagé, raisons le justifiant, actions couvertes...) pour apprécier ce facteur de hausse de l'ATRD.

Remarques sur les demandes des ELD

Le réseau Gaz de Strasbourg demande une évolution tarifaire de +12,7% au 1^{er} juillet 2013. A titre de comparaison, Régaz-Bordeaux dont le réseau partage de grandes similitudes avec celui de Strasbourg, (maille urbaine équivalente, type de ville...) demande une augmentation de 8.2%. On peut s'interroger sur la justification de cette différence.

Il en est de même pour Caléo qui demande une hausse de +12.5% au 1^{er} juillet 2013 alors que la hausse moyenne demandée par les ELD est de 4.4%.



Ce manque global de transparence dans les demandes d'évolution tarifaire s'illustre également à travers les écarts tarifaires entre les ELD et GrDF (page 15 de la consultation). Il paraît évident que le réseau de distribution géré par GrDF génère des économies d'échelle et permet de foisonner certains pôles de coûts, néanmoins, des écarts allant jusqu'à 35% pour Caléo par exemple paraissent démesurés.

Impact des hausses de l'ATRD sur les fournisseurs

EON souhaite souligner que des hausses trop importantes des tarifs de distribution sur les zones desservies par les ELD contribuent à augmenter le ciseau tarifaire entre l'ATRD des ELD et de GrDF. Cette situation peut à terme développer des effets anticoncurrentiels puisque les fournisseurs seraient dissuadés à développer une activité sur les zones géographiques dont l'acheminement du gaz dépend d'une ELD. Cet argument doit être pris compte dans la réflexion globale menée sur les futurs niveaux de l'ATRD 4 des ELD.